



Le Monde

**TEL-AVIV, VILLE « START-UP »
ET POU MON ÉCONOMIQUE**

CAHIER ÉCO - LIRE PAGE 2 ET INTERNATIONAL PAGE 4



**Football : dans les yeux
des Bleus, la débâcle**

SPORTS - LIRE PAGE 15



**MARIE DARRIEUSSECQ
DÉFEND CHRISTIANE TAUBIRA**

DÉBATS - LIRE PAGE 18 ET FRANCE PAGE 11

Dimanche 17 - Lundi 18 novembre 2013 - 69^e année - N° 21409 - 1,80 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Immigration, sécurité : les deux visages de Manuel Valls

- Le ministre a procédé en 2013 à la régularisation de 16 600 sans-papiers supplémentaires, soit une hausse de 55 %
- Cultivant son image de fermeté, il assume désormais la comparaison de style avec Nicolas Sarkozy

Habitué des messages de fermeté sur l'immigration et la sécurité, Manuel Valls s'est récemment emparé d'un indicateur sensible, en déclarant qu'il procédait cette année à la régularisation de 10 000 sans-papiers supplémentaires. Cet-

te annonce, faite le 5 novembre à l'Assemblée nationale, est en dessous de la réalité. Le nombre précis de régularisations opérées au titre de la circulaire de 2012 est en réalité de 16 600, soit une hausse de 55 % par rapport à l'année précédente. Le nombre total

de régularisations de sans-papiers pour 2013 sera de 46 000.

L'extrême prudence du ministre de l'intérieur sur ces chiffres est significative de l'équilibre dans lequel il est passé maître : donner des gages à la gauche sans se départir

de son image d'homme d'autorité. Sa popularité, son ambition, sa méthode et son caractère : tout le rapproche de Nicolas Sarkozy. Une comparaison qui l'a longtemps agacé, mais qu'il ne dédaigne plus. ■

LIRE P. 9 ET L'ENQUÊTE P. 20

La hausse de la TVA, nouveau front de contestation

- Les opposants à l'augmentation au 1^{er} janvier de la taxe s'organisent

La fronde contre l'écotaxe à peine essoufflée, la majorité redoute que ne s'ouvre un

Immigration : 16 600 régularisations de plus en 2013

Le ministre de l'intérieur manie les chiffres avec prudence pour apaiser la gauche sans heurter l'opinion de droite

Analyse

Le mouvement lycéen qui avait pris de l'ampleur dans les pas de l'affaire *Leonarda*, mi-octobre, pour protester contre les expulsions de jeunes majeurs scolarisés sans papiers, est-il vraiment éteint ? La manifestation prévue, samedi 16 novembre à Paris, à l'appel des défenseurs des droits des étrangers et de la plupart des syndicats lycéens, étudiants et enseignants, aura valeur de test.

Lors de la dernière journée de mobilisation, le 5 novembre, qui s'était soldée par un échec – moins de 2 000 lycéens dans les rues de Paris –, l'exécutif avait pris un risque inattendu dans l'espoir de calmer au maximum les velléités de poursuite du mouvement. Soucieux d'afficher l'humanisme de la politique gouvernementale, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, était allé jusqu'à révéler brutalement le nombre de régularisations d'étrangers sans papiers.

« On peut prévoir 10 000 régularisations supplémentaires par rapport aux autres années », avait-il déclaré lors d'une audition sur le budget de l'immigration à l'Assemblée nationale. D'un indicateur sensible, toujours caché, presque honteux pour les gouvernements précédents, M. Valls s'était paradoxalement emparé, ce 5 novembre, comme d'un bouclier.

Une hausse de 55 %

« Si on avait eu besoin de déminer quoi que ce soit, on aurait sorti ce chiffre la semaine de l'affaire *Leonarda* », s'était-on défendu dans la foulée, Place Beauvau. Le nombre de ces régularisations, réalisées en application d'une circulaire de novembre 2012 destinée à clarifier



Manuel Valls visite la Préfecture de police, à Paris, en novembre 2012, après l'annonce de la réforme du droit de la nationalité. V. WARTNER/SIPA

les critères de régularisation, n'en est pas moins un signal clair adressé à cette aile gauche de l'électorat avec laquelle l'exécutif jongle depuis son arrivée au pouvoir, surtout sur les sujets liés à l'immigration.

De ces régularisations supplémentaires, on sait peu de chose. Elles ont surtout bénéficié à des familles (81%). Les 20% restant sont des célibataires employés au

noir que leurs patrons ont bien voulu déclarer. Pour connaître la nationalité des nouveaux régularisés, leur ancienneté – il fallait au moins cinq ans de résidence en France – ou leur département de domiciliation, l'intérieur renvoie aux chiffres annuels de l'immigration qui seront publiés en 2014.

En fait, la Place Beauvau a limité son exercice périlleux de communication au strict minimum. Le nom-

bre affiché de 10 000 régularisations est un dosage subtil, entre volonté d'apaisement de l'électorat de gauche et souci de ne pas prêter le flanc aux attaques de la droite. Des défenseurs des droits des étrangers peuvent comparer avec amertume les chiffres actuels aux 130 000 régularisations de François Mitterrand en 1981 et aux 80 000 de Lionel Jospin en 1997. Mais ce chiffre a été étudié pour

paraître comme un moindre mal à une bonne part de l'opinion.

C'est d'autant plus vrai que la Place Beauvau a procédé à un arrondi audacieux. Le nombre précis de régularisations opérées au titre de la circulaire de 2012 est en réalité de 16 600, et le total des régularisations pour 2013 sera de 46 000. Soit une hausse de 55% par rapport aux 30 000 régularisations annuelles au fil de l'eau que les gouvernements précédents – y compris de droite – réalisaient sans les assumer publiquement.

L'extrême prudence de l'exécutif est évidemment liée à la poussée du Front national et à la très forte méfiance des Français vis-à-vis de toute approche libérale sur l'immigration. Mais en sortant du bois sur les régularisations, M. Valls a seulement pratiqué la discipline dans laquelle il est passé maître : l'équilibre. Depuis son arrivée Place Beauvau, le ministre a toujours fait

« Le gouvernement a envoyé un signal positif à la gauche »

Questions à... Yves-Marie Cann, directeur chargé de l'opinion à l'institut CSA

La communication de Manuel Valls sur les 10 000 régularisations supplémentaires de sans-papiers est-elle destinée à se réconcilier avec la gauche ?

« Sous la majorité précédente, on annonçait surtout des baisses des régularisations, ce qui était présenté comme une bonne nouvelle adressée à l'électorat de droite. Aujourd'hui, en annonçant une hausse, le gouvernement a envoyé un signal positif à la gauche. Il s'agit pour Manuel Valls de trouver un équilibre : contenir les critiques à gauche, rassurer sur son ancrage politique et se différencier de la droite. Le

tout en continuant d'incarner la fermeté régalienne. D'ailleurs, sa posture est appréciée des Français. Il transcende le traditionnel clivage droite-gauche. Dans les sondages, on constate qu'il est très populaire des deux côtés. Depuis quelques semaines, encore plus à droite qu'à gauche.

Comment la société perçoit-elle la question de l'immigration ?

Il y a clairement le sentiment qu'il y a trop d'immigrés en France. Les derniers sondages que le CSA a réalisés annuellement pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme [CNCDH] montrent une évolution forte entre 2009 et 2012. En trois

ans, on est passé de 47% à 69% de la population qui exprime ce sentiment. Mais il faut faire attention : si les attentes en la matière ont changé, l'immigration reste loin des priorités des Français. Le chômage, la croissance, la lutte contre les inégalités, le pouvoir d'achat restent les premières préoccupations des sondés. 60% d'entre eux mettent le chômage en tête, 10% seulement l'immigration.

Selon un sondage Ifop pour « Valeurs actuelles » paru le 14 novembre, 67% des Français pensent qu'« on en fait plus pour les immigrés » que pour eux...

Cela recoupe l'évolution que l'on constate. Ceux qui se disent

préoccupés par les questions d'immigration sont plus radicaux aujourd'hui et se situent à l'extrême droite.

Dans l'enquête pour la CNCDH, 38% des sympathisants du Front national placent l'immigration dans leurs priorités, contre 3% pour le PS et 13% pour l'UMP. Cela ne découle pas forcément d'une dimension identitaire. Il y a un sentiment diffus qu'à situation égale, un immigré aura un accès plus facile aux services publics ou à des aides de l'Etat. L'immigration cristallise le ressentiment envers les inégalités. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SHAHZAD ABDUL

M. Valls : « Il ne faut jamais accepter le racisme »

« Il ne faut jamais accepter le racisme », a déclaré Manuel Valls lors d'un déplacement dans l'île de Gorée, symbole de la traite négrière au Sénégal, vendredi 15 novembre. « Vous savez qu'en France, il y a un débat sur la résurgence du racisme, vous savez que Christiane Taubira, la garde des sceaux, a été très violemment attaquée comme personne, parce qu'elle est noire, par l'extrême droite et par la presse d'extrême droite, il faut que cela soulève de l'indignation, il faut que cela mobilise la société », a poursuivi le ministre de l'intérieur.

attention à donner des gages à l'électorat traditionnel de la gauche. Mais par conviction autant que par calcul, il les a régulièrement entrecoupées de déclarations de fermeté sur les flux migratoires.

En mai 2012, M. Valls a ainsi supprimé les barrières qui gênaient la recherche d'emploi en France des étudiants étrangers. Quelques semaines plus tard, il publiait une circulaire limitant le placement en rétention des familles. Au mois d'août, il a confirmé l'assouplissement de l'accès à la nationalité française (+14% de concernés en 2013). Mais si M. Valls est le ministre préféré des Français, c'est plutôt pour ses prises de position clivantes.

Alors que les élections municipales approchent et que l'électorat de gauche apparaît de plus en plus déçu par les socialistes, la méthode Valls atteint peut-être ses limites. Le 13 novembre, le Réseau éducation sans frontières (RESF), moteur des manifestations lycéennes, a laissé entendre que des consignes avaient été données aux préfets pour ne plus expulser systématiquement de jeunes majeurs scolarisés. Une victoire en sous-main dont RESF ne se serait jamais vanté jusqu'à il y a peu – la pratique existait aussi sous la droite –, mais que le réseau a choisi cette fois de médiatiser, dans l'espoir d'en obtenir plus. ■

ELISE VINCENT

Grand Litier
VOTRE BIEN-ÊTRE COMMENCE ICI

PARIS 15^e

Sur 500 m² :
André Renault, Bultex,
Epéda, Sealy, Simmons,
Stearns & Foster

EN AUTOMNE
Offres

Popularité, ambition, caractère, rythme, méthode : Manuel Valls et Nicolas Sarkozy ont trop en commun pour n'être pas comparés. Même s'ils s'en agacent l'un et l'autre

DAVID REVAULT D'ALLONNES
ET VANESSA SCHNEIDER

Longtemps, le parallèle l'a mis de méchante humeur. A l'été 2012, dans les semaines qui suivirent son installation Place Beauvau, Manuel Valls s'exaspérait de l'inévitable comparaison avec celui qui, dix ans plus tôt, avait occupé les lieux, y laissant une indélébile empreinte. Dix-huit mois plus tard, le ministre de l'intérieur et ses collaborateurs ne s'offusquent plus de la comparaison. Comble de l'ironie, avec plus de 200 déplacements nationaux et internationaux en un an et demi, ils s'enorgueilliraient presque d'avoir battu, au jeu du mouvement perpétuel, l'allure effrénée de Nicolas Sarkozy...

« Le contexte a changé, constate un proche de Manuel Valls. Quand on l'accusait de faire du Sarko, il n'était alors que l'ex-député et maire d'Evry, le jeune ministre. Aujourd'hui, il est parfaitement installé, il a fait ses preuves, il a sa propre existence. Il relativise. Cela n'a plus rien de vexant. » Quant à l'ancien chef de l'Etat, que la comparaison avec le plus remuant des ministres du gouvernement Ayrault semblait initialement amuser, c'est à son tour de s'agacer que l'on puisse voir une ressemblance. « Les commentateurs disent qu'il est comme moi. Mais moi, j'ai fait baisser la délinquance, alors que lui n'a aucun résultat ! », répète-t-il à ses visiteurs.

Sarkozy-Valls : la tentation de tirer une ligne droite entre les deux hommes s'est tôt imposée, presque avec la force de l'évidence. Popularité, ambition, caractère, rythme, méthode : ces deux-là ont trop en commun pour n'être pas comparés, confrontés, rapprochés. Observer Manuel Valls en 2013, c'est en effet retrouver de nombreuses similitudes avec le Nicolas Sarkozy des années 2000, celui de la période de conquête qui le porta à l'Elysée en 2007. La plus flagrante tient évidemment à la façon d'endosser l'uniforme de premier flic de France que Nicolas Sarkozy arbora pendant quatre ans à Beauvau.

Alors qu'il ambitionnait en 2002 d'être nommé à Matignon, le maire de Neuilly comprit vite le parti qu'il pouvait tirer de l'intérieur. En l'occurrence, la possibilité de capter cette demande pressante de sécurité et d'autorité qui suinte par tous les pores de la société. Une évolution qui profite à ceux qui incarnent personnellement et politiquement ces items. C'est d'ailleurs alors que Sarkozy occupait l'intérieur qu'a démarré la longue marche vers la notoriété du maire d'Evry, inconnu du grand public au lendemain de la défaite de Lionel Jospin en 2002, sur fond, évidemment, de thématiques sécuritaires.

Sarkozy et Valls, c'est incontestable, vont vite. Voilà peut-être la principale caractéristique qu'à l'intérieur ils partagent. « J'ai tué le job », aimait à fanfaronner l'ancien président. « Il a impulsé un rythme qui fait qu'à chaque problème, le ministre se déplace », se souvient Brice Hortefeux qui a également occupé le poste. Manuel Valls entendait tenir d'emblée le rythme et la comparaison. « Il y a eu un avant et un après Sarko », concède un des proches de Valls qui, dès son premier jour à Beauvau, fut le seul ministre de l'équipe Ayrault, avec Marisol Touraine, à s'offrir un déplacement en visitant pompiers, policiers et gendarmes.

Faits divers ou fait religieux, catastrophes naturelles ou sujets liés à l'immigration, opérations de police : le ministre de l'intérieur et des cultes jouit d'une omniprésence médiatique. Nicolas Sarkozy, en multipliant les apparitions sur le terrain, s'était rapidement imposé comme le ministre le plus visible. Tout comme Manuel Valls, qui, à l'heure des tweets et des chaînes d'info en continu, s'est vu com-



Sarkozy-Valls Vrais semblants



Nicolas Sarkozy, à Paris, en décembre 2005. Manuel Valls, à Amiens, le 5 avril.

JACK GUEZ/AFP, JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCHS-POLITICS POUR « LE MONDE »

me le « ministre de l'actualité », lancé dans une folle course avec celui qui l'a précédé. « Il y a chez tous les deux l'idée d'assumer les codes d'une communication moderne », résume un proche de Manuel Valls. Tous deux se sont attelés à un même travail méticuleux d'image. Le Nicolas Sarkozy d'avant la conquête avait méthodiquement mis en avant son épouse Cécilia et exposait son couple sur papier glacé. Jusque-là plutôt discret, Manuel Valls, à l'été 2013, a été immortalisé par Paris Match embrassant tendrement son épouse, la violoniste Anne Gravoisin.

« Ils ont tous les deux intégré l'idée que le public demande de la transparence et qu'il est difficile de séparer, comme par le passé, la vie privée de la vie publique », note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos-France. Plusieurs des amis du ministre ont trouvé que Manuel Valls, sur ce coup, en avait fait un peu trop. Ironie de l'histoire, c'est Cécilia Attias, ex-Sarkozy, qui a mis en garde, par voie de presse, le ministre socialiste lors de son dernier passage à Paris : « Attention à la transparence. On peut se brûler les ailes... »

Dans les études d'opinion, cette stratégie de surexposition a été bénéfique pour l'un comme pour l'autre. Tous deux sont crédités des mêmes traits de caractère : énergie, dynamisme, volontarisme, autorité. Et peu importe que les résultats ne soient pas au rendez-vous. Quoi qu'il en dise aujourd'hui, Nicolas Sarkozy, même s'il pouvait au bout de dix-huit mois se targuer d'un moins mauvais bilan que Manuel Valls aujourd'hui, n'a pas fait reculer la délinquance de façon significative. Cela ne l'a pas empêché d'atteindre une popularité record, entre 60 et 64% de bonnes opinions entre 2002 et 2005, selon les données d'Ipsos.

Malgré des chiffres de la délinquance guère plus reluisants que ceux du chômage, Manuel Valls, lui aussi, est jusqu'ici passé entre les gouttes. Le nouveau patron de Beauvau, que le sarkozyste Geoffroy Didier qualifie de « VRP du crime, de commentateur de la délinquance », s'approche de la popularité du Sarkozy de l'intérieur et fait la course en tête des ministres les plus appréciés. « Il

a le talent d'être totalement épargné alors qu'il y a une dégradation de la délinquance globale », s'étrangle Brice Hortefeux.

A noter cependant, une différence notable : leurs structures de popularité. Nicolas Sarkozy faisait le plein de son camp avec 85% à 90% de bonnes opinions à droite, selon Ipsos, quand le portefeuille de popularité de Manuel Valls est plus diversifié : 60-70% à gauche et 50% à droite. Ce qui fait dire à Brice Hortefeux que « la popularité de Valls est une popularité pour rien car l'électorat de droite, même s'il l'apprécie, votera à droite ». Mais si la priorité de Nicolas Sarkozy était de consolider son socle en incarnant un positionnement très à droite au sein des gouvernements auxquels il a participé, il avait également toujours veillé, même depuis l'intérieur, à envoyer des signaux au camp adverse. Quitte à susciter l'incompréhension de l'UMP, il supprima ainsi la double peine en 2003 et proposa en 2007 un contrat civil pour les homosexuels, qui ne vit jamais le jour. Pendant la campagne présidentielle, il ira jusqu'à se référer à Jaurès ou à Blum, figures tutélaires du socialisme.

De l'autre côté du miroir, Manuel Valls, qui préfère, lui, Clemenceau à Jaurès, a érigé la transgression en stratégie de distinction. Fortement marqué par le traumatisme politique du 21 avril, l'ancien porte-parole de Lionel Jospin à Matignon s'était spécialisé, fort de son expérience de maire d'Evry, sur le dossier de la sécurité. Dans l'opposition, il avait pratiqué l'iconoclasme systématique, préconisant de voter la loi sur la burqa, approuvant la TVA sociale de Nicolas Sarkozy, fustigeant les 35 heures ou proposant de changer le nom du Parti socialiste, au point d'être vilipendé par ses camarades comme le « sarkozyste du PS ». Installé Place Beauvau, il crispe de plus en plus une partie de son camp, et désormais de son propre parti, sur ses dossiers. La réforme pénale l'a durement opposé à Christiane Taubira, comme Nicolas Sarkozy le fut à Dominique Perben. Mais cette fois pour des raisons bien plus politiques, qui dépassent la traditionnelle guérilla entre justice et police et valurent à Manuel Valls les foudres d'une partie de la gauche. Ses propos sur les Roms, qui « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie », et son inflexibilité dans le dossier Leonarda ont plu à droite mais scandalisé écologistes et socialistes qui y ont vu un remake du discours de Grenoble. « Vous êtes d'accord avec tout ce que je fais », avait lancé Sarkozy à Valls lors d'un débat télévisé, en 2003. En 2007, l'ancien chef de l'Etat qui songeait à lui comme ministre d'ouverture, l'avait même reçu à l'Elysée.

Dix-huit mois après, MM. Sarkozy et Valls n'en sont pourtant pas au même point. Question de contexte : Nicolas Sarkozy se préparait à prendre la place d'un Jacques Chirac qui ne pouvait pas se représenter, alors que François Hollande sera probablement candidat à sa propre

Nicolas Sarkozy était dans une stratégie de rupture pour « tuer le père ». Manuel Valls reste contraint de jouer la solidarité totale vis-à-vis du président

succession. Le premier était dans une stratégie de rupture pour « tuer le père » tout en apparaissant comme le meilleur de sa génération. Le second reste contraint de jouer la solidarité totale vis-à-vis du président qui l'a nommé. « La différence, c'est la question fondamentale de la loyauté, assure un de ses proches. Son ambition est claire, mais il est aussi clair qu'en aucun cas il ne se positionnera contre François Hollande. Il n'a pas besoin de le dire. » Tant que le chef de l'Etat n'aura pas atteint un seuil critique d'impopularité, Manuel Valls se trouve condamné à exister sans exagérer. A prospérer sans « bordéliser », glisse un soutien.

Comme Manuel Valls qui, pour représenter ses intérêts Rue de Solferino, ne peut compter que sur quelques spadassins comme son suppléant à l'Assemblée, Carlos Da Silva, ou le sénateur et maire d'Asfortville Luc Carvounas, Nicolas Sarkozy s'était longtemps appuyé sur un tout petit groupe d'élus (Hortefeux, Devedjian, Estrosi). Mais il avait su conquérir un parti, l'UMP, créé par et pour Jacques Chirac et qui se donna à lui à une écrasante majorité. Manuel Valls demeure, pour l'instant, largement minoritaire au sein du PS. « Il n'arrive pas à entrer dans le cœur de cette gauche, il a du mal », souligne un de ses collègues ministres. Son score à la primaire socialiste de 2011 (5,6%) donne la mesure du chemin qui lui reste à parcourir. Même s'il estime avoir conquis de nombreuses parts de marché depuis, il lui faut désormais résoudre cette équation s'il veut que son destin continue à emboîter le pas de celui de Nicolas Sarkozy. ■